



Association Luxembourgeoise
des Compliance Officers
du Secteur Financier

Le Bulletin d'informations

N°23

JUILLET 2012

Editorial



Chers membres de l'ALCO, chers amis lecteurs,

Nous voici déjà en été, il était temps de sortir le 23^{ème} bulletin de l'ALCO.

Tout en s'ouvrant de plus en plus aux nouveaux canaux que sont les tables rondes et les réponses aux questions posées par les membres, le conseil d'administration a vivement souhaité maintenir le Bulletin en tant que support de communication plus élaboré, permettant notamment de traiter des sujets d'intérêt général au travers d'articles diversifiés et circonstanciés.

L'article de fonds concerne l'échange d'informations entre professionnels portant sur un client commun. Le secret bancaire n'oblige pas à une répétition complète par chacun des professionnels des démarches d'identification de la clientèle, il permet même de les externaliser suivant des conditions strictes. Partager des informations entre professionnels sur un client commun, pour établir ou infirmer des soupçons de blanchiment, est aussi légitime.

L'interview porte sur une activité qui fait l'objet d'un projet de loi au Luxembourg et qui peut avoir des retombées directes et indirectes sur nos activités de Compliance Officers : l'archivage électronique. Le Président de FedISA Luxembourg et celui de son comité scientifique se sont prêtés au jeu des questions/réponses.

Le Bulletin

Le Bulletin vous propose ensuite un document fort attendu par l'industrie des fonds et mis au point par l'ALCO avec le soutien de l'ABBL : la nouvelle AML LETTER. Le nouveau modèle de lettre permettra de répondre de manière correcte et satisfaisante aux correspondants étrangers qui nous interrogent sur les dispositifs anti-blanchiment mis en place par les professionnels de la place financière de Luxembourg.

Les résumés de table ronde sont devenus des articles récurrents de votre Bulletin. Le premier traite du contrôle de Banques Dépositaires, sujet d'actualité et parfois d'inquiétude pour beaucoup d'entre nous. Le second aborde la problématique des activités « cross-border », inhérentes à la Banque privée et déjà contraignante en Suisse sous l'égide de la FINMA.

Le Bulletin reprend in fine deux questions de membres, l'une sur les dérogations aux restrictions d'investissement imposées aux FIS, l'autre sur l'applicabilité du secret bancaire aux assurances non-vie.

Il me reste en ce début d'été à vous souhaiter d'excellentes vacances propices à renouveler une énergie bien utile dans notre métier.

Bonne lecture à toutes et tous.

Jean Noël Lequeue
Président de l'ALCO

* *

Article

L'échange d'informations entre professionnels portant sur un client commun

Afin de mener à bien la délicate mission de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme que le législateur leur a confiée, les professionnels concernés ont l'obligation, d'une part, d'appliquer des mesures de vigilance à l'égard de leur clientèle et, d'autre part, de déclarer tout soupçon de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme. En vue d'alléger ces deux séries d'obligations professionnelles, le législateur a prévu la possibilité pour des professionnels ayant un client commun, de partager des informations le concernant, sous certaines conditions. Ainsi, l'échange d'informations dans le cadre de l'exécution de l'obligation de vigilance est rendu possible par l'article 3-3 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 (ci-après, la « Loi »), tandis que la possibilité de partager des informations dans le cadre d'une déclaration de soupçon, découle de l'article 5, paragraphe (5) de la Loi.

S'agissant, tout d'abord, de l'article 3-3 précité, ce dernier est venu transposer dans la réglementation nationale les dispositions de la section 4 de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Cet article autorise les professionnels concernés à confier à une tierce personne l'exécution des mesures de vigilance prévues à l'article 3, paragraphe (2), points (a) à (c), de la Loi. L'article 3-3 de la Loi prévoit deux moyens de recours possibles, à savoir le recours à un « tiers » tel qu'il est défini au paragraphe (1) dudit article, ou le recours à un « agent ou à un fournisseur de service externalisé ». Ce dernier moyen de recours est simplement évoqué au paragraphe (5) de ce même article. En effet, ni la Loi ni la directive 2005/60/CE ne sont très explicite en ce qui concerne le régime qui lui est applicable. Il faut se référer à la circulaire CSSF 08/387, complétée par la circulaire CSSF 10/476, pour obtenir plus de précisions quant aux dispositions de l'article 3-3 de la Loi. La circulaire CSSF 08/387 distingue ce qu'elle désigne comme étant le « régime du tiers introducteur », d'une part, de l'« externalisation », d'autre part. Les « tiers introducteurs » dont il est question dans la circulaire CSSF 08/387, correspondent aux « tiers » mentionnés dans la loi modifiée du 12 novembre 2004 et dans la directive 2005/60/CE, laquelle mentionne également le terme d'« introducteur » (cf. considérant (27)). Ces « tiers » sont limitativement énumérés à l'article 3-3, paragraphe (1) de la Loi, dont les dispositions sont précisées aux points 98 à 100 de la circulaire CSSF 08/387, complétées par les parties I et V de la circulaire CSSF 10/476. Conformément au considérant (27) et à la section 4 de la directive 2005/60/CE, l'article 3-3 précité, paragraphes (1) à (4), évoque le recours à un « tiers » et en définit le régime applicable. En revanche, la directive 2005/60/CE (considérant 28 et article 19) et l'article 3-3, paragraphe (5), évoquent l'externalisation mais n'en prévoient pas le régime. Ces textes se limitent à stipuler que les règles applicables en cas de recours à un tiers introducteur sont différentes de celles applicables aux « relations d'externalisation ou d'agence ». La circulaire CSSF précitée est venue pallier ce vide en apportant des précisions quant au régime applicable aux relations d'externalisation.

Conformément à la circulaire CSSF 08/387, le régime du tiers introducteur s'applique lorsqu'un professionnel souhaite accepter des clients dont l'identification a déjà été réalisée par un des professionnels limitativement énumérés par Loi. Le recours à un tiers introducteur vise ainsi à éviter la répétition des procédures d'identification de la clientèle. L'échange d'informations entre

des professionnels, à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, concernant un client commun, est donc autorisé.

S'agissant de l'externalisation, la circulaire CSSF 08/387 précise qu'il s'agit pour un professionnel de confier l'exécution des mesures de vigilance par contrat à une tierce personne à qui il fait confiance et qui n'est pas soumise à la loi modifiée du 12 novembre 2004 ou à une réglementation équivalente en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Les obligations qui incombent à l'agent ou au fournisseur du service externalisé au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme, ne peuvent donc découler que du contrat et non de la loi modifiée du 12 novembre 2004. En conséquence, il est impératif de signer un contrat écrit dont le contenu minimum est défini au point 103 de la circulaire CSSF 08/387. Le contrat d'externalisation doit ainsi décrire avec précision les mesures de vigilance devant être appliquées par le tiers délégué. Le contrat doit également prévoir la transmission par le délégué, sur demande et sans délai, des informations et des documents requis, au professionnel délégant.

On peut légitimement se demander si le régime de l'externalisation peut également s'appliquer à un professionnel ayant recours à un tiers soumis à la loi modifiée du 12 novembre 2004 ou à une réglementation équivalente en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En effet, l'article 3-3, paragraphe (5), de la loi modifiée du 12 novembre 2004 et le considérant (28) de la directive 2005/60/CE sont ambigus sur ce point, dans la mesure où aucun de ces deux textes n'exclut expressément l'hypothèse d'une relation d'externalisation où le tiers serait soumis à la loi modifiée de 2004 ou à une réglementation équivalente. Le point 102 de la circulaire CSSF 08/387 apporte des précisions. Ainsi, selon les dispositions de ce point 102, l'externalisation vise « la situation où les professionnels externalisent ou délèguent par voie contractuelle certaines tâches à d'autres personnes auxquelles ils font confiance et qui ne sont pas soumises à la loi modifiée du 12 novembre 2004 ou à une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme équivalente ». En conséquence, l'application du régime du tiers introducteur implique que le tiers soit soumis à la loi modifiée de 2004 ou à une réglementation équivalente. En revanche, une relation contractuelle d'agence ou d'externalisation implique que le tiers ne soit pas soumis à la loi ou à une réglementation équivalente.

Comme vu précédemment, des professionnels ont également la possibilité de partager des informations portant sur un client commun, en vertu des articles 28 et 29 de la directive 2005/60/CE, dont les dispositions ont été transposées dans la réglementation nationale par l'article 5, paragraphe (5) de la Loi. Cet article 5, relatif aux obligations de coopération avec les autorités, consacre le principe selon lequel il est interdit de divulguer, au client concerné et/ou à des tiers, que des informations et/ou des pièces ont été transmises à la Cellule de Renseignement Financier (la CRF). Le caractère confidentiel de la procédure de déclaration de soupçon concerne, non seulement l'existence et le contenu de la déclaration elle-même (article 5 (5)), mais aussi l'identité de la partie déclarante (article 5 (1)). Il existe toutefois des dérogations au caractère confidentiel de la déclaration de soupçon prévues au paragraphe (5) de la Loi, à l'égard de certains professionnels. En effet, la divulgation d'informations est autorisée à des fins exclusives de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, sous réserve de respecter certaines conditions visant à concilier le respect du secret professionnel, de la vie privée et des droits fondamentaux du client. Ainsi, la communication d'informations est autorisée entre les établissements des Etats membres ou d'Etats tiers à condition qu'ils remplissent les conditions fixées à l'article 3-1 paragraphe (1) et appartiennent à un même groupe au sens de l'article 51-9 paragraphe (15) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ou de l'article 79-9 paragraphe (15) de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances. La circulaire 08/387, point 144, rappelle que l'article 41, paragraphe (4), 2^{ème} alinéa, de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier, autorise ce type d'échange d'informations entre les organes internes de contrôle du groupe dont fait partie le professionnel du secteur financier établi au Luxembourg.

Le Bulletin

Par ailleurs, la divulgation d'informations dans le cadre d'une déclaration de soupçon est également possible entre certains professionnels soumis à des obligations équivalentes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et qui exercent leurs activités professionnelles dans la même entité juridique ou dans un « réseau » qui correspond à la structure plus large à laquelle la personne appartient et qui partage une propriété, une gestion et un contrôle du respect des obligations communes.

Enfin, certains professionnels relevant de la même catégorie professionnelle et soumis à des obligations équivalentes en matière de secret professionnel, de protection des données à caractère personnel ainsi qu'en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, peuvent échanger des informations relatives à une déclaration de soupçon concernant le même client et la même transaction, exclusivement à des fins de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme.

En conclusion, la redondance des contrôles effectués par chacun des professionnels, afin de lutter efficacement contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est limitée par les articles 3-3 et 5, paragraphe (5) de la Loi dans la mesure où ces textes offrent la possibilité à un professionnel de profiter des informations préalablement collectées auprès d'un client par un autre professionnel. Par ailleurs, afin d'échapper à l'exécution matérielle de ses obligations de vigilance à l'égard de sa clientèle, le professionnel peut choisir de déléguer cette tâche à une tierce personne en vertu de l'article 3-3, paragraphe (5). Il importe toutefois de préciser que la responsabilité finale dans l'exécution de ces obligations continue d'incomber au professionnel qui recourt à un tiers. L'échange d'informations entre professionnels permet donc d'assouplir les obligations auxquelles ils sont assujettis en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Emilie Hugue
Deputy Manager
The ICE Breakers SA

Interview

Interview de Monsieur Cyril Pierre-Beausse, Avocat à la Cour, Counsel chez Allen & Overy Luxembourg (président de FedISA Luxembourg) et Monsieur Jean Brisbois, Senior Manager chez Alter Domus (Président du comité scientifique de FedISA Luxembourg)

L'archivage électronique

1 - Messieurs, qu'est-ce que FedISA Luxembourg et quels sont ses objectifs ?

A la source FedISA (Fédération de l'ILM « Information Lifecycle Management », du Stockage et de l'Archivage) est une association d'origine française qui existe depuis maintenant environ 10 ans et qui fonctionne sous forme d'un réseau d'associations locales regroupées au sein de FedISA International. Actuellement, la France, la Belgique, le Luxembourg, le Canada et Monaco en font déjà partie. L'Allemagne, l'Irlande, le Maroc et la Tunisie ont manifesté leur intérêt.

Bien qu'étant à la source du développement de FedISA, la France qui avait une longueur d'avance en matière de législation sur l'archivage électronique s'est vue très vite rattraper par les autres pays. A cet égard il faut relever le dynamisme du Luxembourg qui devrait à terme accueillir FedISA International qui chapeautera les activités des différents chapitres nationaux de FedISA.

FedISA Luxembourg n'est pas un club de fournisseurs de technologies ou de services d'archivage. La moitié des membres au moins est en effet constituée d'utilisateurs. Ces derniers sont particulièrement présents dans les organes décisionnels de FedISA. Le comité scientifique (dirigé par Jean Brisbois), qui prend les décisions relatives aux événements et groupes de travail de l'association, n'est ainsi composé que d'utilisateurs et de chercheurs.

FedISA a pour but de fédérer et d'informer la communauté de l'archivage électronique, de lui délivrer du contenu sur les nouvelles technologies, les nouveaux processus et les nouvelles réglementations tout en favorisant le retour d'expérience entre les membres. Des comités et groupes de travail se réunissent régulièrement pour discuter d'un thème et délivrer un document à valeur ajoutée pour les membres (exemples de sujets discutés en comités : coffre fort électronique, dématérialisation, valeur probante internationale).

Nous organisons également régulièrement des événements en collaboration avec des acteurs majeurs (Banques, ...) toujours dans l'intérêt de nos membres et pas dans un but commercial.

Le Bulletin

2 - Pourquoi l'archivage électronique prend-il de plus en plus de place dans le travail au jour le jour ? Quelles en sont les avantages et les inconvénients ?

Les raisons principales du développement de l'archivage électronique sont avant tout l'économie sur le coût du stockage et la diminution du risque de perte de l'information. A cela s'ajoute la facilité de retrouver l'information dès lors qu'elle est archivée électroniquement, ce qui a comme conséquence non négligeable un gain d'efficacité dans les processus de travail.

S'il y a beaucoup d'avantages il y a néanmoins des freins ou inconvénients. Etant donné l'implication des technologies, on ne peut que constater que l'expérience acquise est relative récente (quelques années d'existence des technologies de l'archivage électronique à comparer à 2000 ans d'utilisation du papier). De plus, bien que relativement récentes, les technologies évoluent rapidement et sont parfois vite obsolètes.

Il faut rappeler que depuis 25 ans les entreprises luxembourgeoises ont la possibilité de numériser leurs archives et n'ont plus d'obligation de conserver le papier (à l'exception de l'original des comptes – art 16 du Code de commerce).

Cependant, la loi de 1986 est difficile à mettre en œuvre car les conditions d'application ne sont pas évidentes à respecter. En effet, selon l'article 1334 du Code civil, le document numérisé ne sera considéré comme conforme à l'original que sous la condition de respecter un règlement grand ducal datant de 1986 et largement obsolète, notamment quant à la conservation des archives et les formats de stockage. Ce règlement et, à dire vrai, l'ensemble de cette législation, méritent d'être dépoussiérés. C'est le but d'un projet de loi évoqué depuis plusieurs années et qui est toujours en phase d'élaboration. Néanmoins, le dénouement semble proche alors que la publication du projet de loi et le cahier des charges d'accréditation des prestataires de service sont imminents.

3-- Quels sont les impacts de ce projet loi sur l'archivage électronique ?

Selon ce projet de loi, l'archivage pourra être externalisé auprès d'un tiers ou d'un PSDC, c'est-à-dire un prestataire de services de dématérialisation ou de conservation accrédité par l'Etat. Dès lors qu'une entreprise fera traiter ses archives par un PSDC (ou le deviendra elle-même), celles-ci seront présumées conformes aux originaux et devront être acceptées par le juge luxembourgeois en cas de litige.

Ce projet de loi est donc ambitieux. Il n'y a pas de précédent communautaire et le Luxembourg veut être un pionnier. Il faut donc être inventif. Certains acteurs de la place de Luxembourg sont à juste titre impatients que la loi soit votée mais il faut aussi faire preuve de patience car l'enjeu est de taille et l'erreur n'est pas permise.

En France par exemple, une loi qui prévoit l'archivage électronique mais le juge conserve le choix ultime d'accepter comme preuve le document numérisé ou de le rejeter. Ce type de disposition ne crée pas la confiance et c'est justement ce qu'on veut éviter avec le projet de loi luxembourgeois.

L'objectif du projet de loi est de donner au Luxembourg une longueur d'avance en la matière.

4- En quoi l'archivage électronique est-il un avantage pour les compliance officers ?

Le premier élément à mentionner est le respect des flux. Un archivage électronique ou l'implémentation de solutions de gestion électronique de documents permet de modéliser des flux de travail et ainsi de « standardiser » les différentes actions en évitant tout risque de déviance.

Le Bulletin

Ensuite, il est évident que le document électronique présente beaucoup d'avantages au point de vue de la pérennité et des risques par rapport au papier.

L'idéal pour le compliance officer, sera de veiller à ce que le traitement des archives soit délégué à un PSDC accrédité ou, si l'entreprise souhaite numériser ses archives elle-même, de devenir PSDC. Si ce n'est pas le cas, le risque subsistera que le juge n'accepte pas le document numérisé et demande l'original, ce qui poussera les entreprises à garder le papier.

Le mot de la fin

FedISA, dans ses objectifs et son mode de fonctionnement, présente des similitudes par rapport à l'ALCO et est ouverte à une collaboration avec l'ALCO dans l'intérêt de nos membres respectifs, notamment pour participer à un groupe de travail ou à un évènement commun sur un thème ou un cas pratique sur l'archivage électronique dans le domaine de la compliance.

Merci Mr Pierre-Beausse et Mr Brisbois pour votre temps

Marie-Hélène Claude

Senior Compliance Officer chez Alter Domus Sàrl

Membre du conseil d'administration de l'ALCO et trésorière de l'ALCO

Nouveau modèle de lettre pour la distribution de Fonds

Chèr(e)s membres,

Vous trouverez ci-dessous un nouveau modèle de lettre de confort "anti-blanchiment" rédigé par le GT 35 de l'ALCO en collaboration avec l'ABBL.

Ce type de documents est souvent utilisé par les personnes physiques ou morales assujetties aux obligations en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme à l'attention de contreparties nationales mais surtout étrangères qui requièrent des assurances dans le cadre d'opérations bancaires ou financières.

Il remplace le précédent modèle largement utilisé mais dont certains aspects méritaient d'être réactualisé et étoffés.

L'objectif était de rédiger un document pouvant être mis à disposition de tout requérant afin d'explicitier les modalités d'assujettissement aux réglementations LAB/CFT actuelles.

A cet effet, le travail a été réalisé dans un souci de fidélité aux dispositions figurant dans divers textes de référence tels que:

- le questionnaire du Groupe de Wolfsberg;*
- les directives européennes et les recommandations du GAFI;*
- la réglementation anti-blanchiment applicable au Luxembourg.*

Ce document sera disponible dans les environnements "membres" des sites de chacune des deux associations.

*Bonne lecture.
Le GT35."*

Chers Messieurs,

Le Luxembourg est l'un des membres fondateurs du Groupe d'action financière (GAFI), qui lutte contre le blanchiment de capitaux, et en tant qu'État membre de l'Union européenne, il est sujet à la législation européenne relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Par conséquent, notre pays a établi des lois et des règlements destinés à combattre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme conformément aux normes et aux contrôles du GAFI.

Par la présente, nous confirmons que notre institution de crédit/financière (« l'entité »), établie au Luxembourg, sujette aux lois relatives à la prévention et à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, est surveillée par la Commission de Surveillance du

Le Bulletin

Secteur Financier (la « CSSF » ou « Autorité de contrôle »). Pour vérifier notre licence d'entité surveillée, veuillez consulter le site internet de la CSSF : www.cssf.lu.

Notre entité respecte scrupuleusement les lois et les règlements relatifs à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que les circulaires et les règlements établis par la CSSF dans cette matière.

AUDIT ET VALIDATION PAR LES CADRES DIRIGEANTS

Comme l'impose l'Autorité de contrôle, notre entité a mis en place une fonction de compliance, responsable de l'élaboration d'un programme LBC/FT. Ce programme, validé par les cadres dirigeants, et sa mise en œuvre sont régulièrement contrôlés par l'auditeur externe et les résultats sont communiqués à la CSSF.

En outre, nos procédures et nos pratiques sont contrôlées par un auditeur interne indépendant ou une tierce partie indépendante. Conformément à ces règles, notre entité a élaboré, adapté et améliore continuellement ses procédures et politiques respectives.

PROCÉDURES

Les procédures et les politiques LBC/FT, en ce compris l'obligation de vigilance à l'égard de la clientèle, le devoir de déclarer toute opération suspecte et les processus de surveillance des opérations, ont été approuvées par les cadres dirigeants de l'entité.

OBLIGATION DE VIGILANCE À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE

Les règles relatives à l'obligation de vigilance à l'égard de la clientèle sont appliquées. Plus précisément, chaque client de notre entité doit être identifié avant d'entamer une relation d'affaires, y compris les propriétaires réels le cas échéant, et des documents qui attestent leur identité sont conservés. Nous sommes aussi tenus légalement de garder tous les documents liés aux dossiers et aux transactions du client durant au moins cinq ans après la fin de la relation d'affaires.

La connaissance du client repose non seulement sur l'identification formelle de ce client, mais aussi sur son profil de risque. Conformément au principe de l'approche axée sur le risque, notre entité élabore le profil de risque du client par le biais d'un programme de surveillance de ses transactions et de ses activités, et sur la base d'une collecte de documents et d'une évaluation des risques.

VIGILANCE SPÉCIFIQUE ACCRUE

Les clients à haut risque et les personnes politiquement exposées. Les relations d'affaires avec les clients à haut risque et les personnes politiquement exposées (ainsi qu'avec les membres de leur famille et leurs proches associés) sont couvertes par nos politiques conformes aux exigences légales et aux meilleures pratiques du secteur.

Banques fictives. Nous respectons les règles relatives aux activités de correspondant bancaire. Notre entité applique également une politique qui interdit toute relation avec les « banques fictives » (c.-à-d. les banques étrangères qui sont dépourvues de toute présence physique dans aucun pays et qui ne sont affiliées à aucun groupe financier surveillé).

COOPÉRATION AVEC LES AUTORITÉS ET DÉCLARATION D'OPÉRATION SUSPECTE

Le Bulletin

Nos procédures et nos pratiques visent également à prévenir et à détecter toute activité de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, et à déclarer tout soupçon à la Cellule de Renseignement Financier (CRF).

Dans le cadre de la prévention du financement du terrorisme et dans le respect des embargos et des mesures restrictives, nous utilisons des listes publiées par des organismes internationaux, par des autorités de contrôle et par des autorités judiciaires. De cette façon, nous garantissons que les dossiers et les transactions des clients sont contrôlés régulièrement.

Conformément aux lois et aux règlements en vigueur, notamment les lois relatives à la protection de la vie privée et à la protection des données, notre entité coopère pleinement avec les autorités gouvernementales et répressives. Nous répondons scrupuleusement à toute demande d'information de la part de ces autorités auxquelles des informations et des documents relatifs aux clients peuvent être fournis sur demande.

SUCCURSALES ET FILIALES

Conformément aux lois et aux règlements en vigueur, nos procédures et nos pratiques en matière de LBC/FT s'appliquent à nos succursales et à nos filiales.

FORMATION EN LBC/FT

Nous dispensons régulièrement à nos employés des formations pertinentes sur les mesures de prévention.

Ces mesures reflètent les obligations légales actuelles qui incombent à l'entité, laquelle se réserve le droit d'adapter ses procédures à tout moment au cadre légal ou réglementaire et aux directives professionnelles.

Cordialement,

XXXXXXXXXXXX

Résumés de Table Ronde

Contrôles de Banques Dépositaires

Session du 6 mai 2012

INTRODUCTION

Cette 2^e table 2012 a réuni 13 membres de l'ALCO autour de **Sabine Sauder-Vetter**, Group Internal Audit Manager KBL epb et **Sylvain Aubry**, Compliance Officer de Crédit Suisse. Tous les participants s'interrogeaient sur le rôle du Compliance Officer dans les **Contrôles de Banques Dépositaires**.

Cette thématique encore méconnue de beaucoup de Compliance Officers s'est imposée au devant de la scène, suite à la crise des 'subprimes' et dans les remous de la faillite de Lehman Brothers et des Scandales Madoff et Luxalpha.

Sur base des réponses reçues au questionnaire, Sylvain Aubry nous avait préparé une présentation Powerpoint¹ qui nous a servi de trame pour nos discussions.

La Table Ronde a suscité l'intérêt non seulement de banques, mais aussi d'avocats de sociétés de gestion et autres sociétés de service pour les fonds.

La présentation met en évidence la difficulté de la problématique. Entre le client final qui confie ses avoirs financiers et l'ultime dépositaire des instruments financiers sous-jacents, on peut rencontrer une multitude d'intervenants.

Enfin, le tour de table nous confirmera que l'organisation du métier de dépositaire varie fortement d'une banque à l'autre, d'un groupe à l'autre. Certaines se trouvent, en effet, dans la position de filiale, d'autres dans la situation de ne pouvoir compter que sur elles-mêmes afin de s'assurer de la qualité de leur réseau de sous-dépositaires. Certains participants se retrouvent du côté des ManCo's ou des fonds, d'autres du côté des dépositaires ou sous-dépositaires.

I. Cadre réglementaire

La loi du 17 décembre 2010 relative aux OPC (la Loi OPC)² exige que la garde des actifs de tout OPC luxembourgeois (quel qu'en soit le statut ou la forme juridique) soit confiée à un dépositaire.

¹ Disponible sur demande ; certain éléments en sont repris en annexe

² **Art. 17.** (1) La garde des actifs d'un fonds commun de placement doit être confiée à un dépositaire. (2) Le dépositaire doit, soit avoir son siège statutaire au Luxembourg, soit y être établi, s'il a son siège statutaire dans un autre État membre. (3) Le dépositaire doit être un établissement de crédit au sens de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier. (4) La responsabilité du dépositaire n'est pas affectée par le fait qu'il confie à un tiers tout ou partie des actifs dont il a la garde.

Le Bulletin

La loi relative au secteur financier³ évoque les tâches de *conservation* et d'*administration*, y compris la *garde* et les services connexes.

Le chapitre E de la circulaire IML 91/75 (telle que modifiée par la circulaire 05/177) nous donne quelques précisions sur les obligations et la responsabilité du dépositaire :

- Il a le devoir de **conserver les avoirs** ('safekeeping').
- Il a surtout une mission générale de **gardien des actifs : surveiller** ('supervision') les actifs en dépôt, ce qui implique que le dépositaire doit savoir à tout moment *de quelle façon* les actifs de l'OPC sont investis et *où et comment ces actifs sont disponibles*, quand bien même la plupart des actifs ne sont pas conservés par le dépositaire lui-même mais auprès de tiers 'conservateurs'. Le dépositaire doit organiser ses relations avec eux de façon à ce qu'il soit aussitôt informé de toutes les opérations que ces tiers exécutent dans le cadre de l'administration courante des actifs qu'ils ont en dépôt. On parle aussi d'un devoir de contrôle (monitoring duty) plus spécifique. Dans certains pays il s'agirait d'une obligation de résultat, mais cela ne semble pas acquis pour tous. C'est sur cette mission générale de 'gardien des actifs' qu'ont porté les débats.

Le cadre réglementaire est pour lors très générale rendant les interventions des entités de contrôles complexes. Il faudra attendre les mesures d'application de la directive AIFM que la Commission Européenne adoptera en principe au cours du 2nd semestre 2012 pour savoir quelles seront les obligations précises de la Banque dépositaire.

Les intervenants

Comme nous l'avons vu ci-dessus, les structures concernées sont multiples : OPCVM, SIF, SICAR et autres FCP ou 'SICAV'⁴. Les intervenants sont donc également très variés : dépositaires et sous-dépositaires, Promoteurs, Sociétés de Gestion (Manco's, Portfolio Managers) et Conseillers (Investment Advisors), agents de transferts/teneurs de registre (Transfer Agents), Administrateurs et Prime Brokers ont tous des responsabilités à assumer. Qui contrôle qui ? La banque à laquelle le client, l'OPC confie ses avoirs doit contrôler la façon dont ses sous-dépositaires les prennent en charge. Notons toutefois, qu'un certain nombre de sous dépositaire sont imposés, c'est bien entendu le cas des agents de transferts mais aussi de certaines autres contreparties comme les prime brokers. La Banque a donc, non seulement, intérêt à bien sélectionner ses sous dépositaires mais aussi à mettre en place un monitoring. En amont, l'OPC ou le gestionnaire de fortune externe ou le client contrôleront leur banque (dépositaire).

Acceptation des Mandats de (sous-) dépositaires

Dans les réponses obtenues, on devine que certains font référence à un Comité d'acceptation en charge des ouvertures de comptes, tandis que d'autres évoquent un Comité spécifiquement en charge du processus d'acceptation des mandats de sous-dépositaires. Dans le premier cas les risques principalement visés sont ceux en matière d'AML⁵ et de réputation, tandis que dans l'autre ce sont la solvabilité, la communication, le professionnalisme, protection des avoirs et des problématiques plus opérationnelles qui seront davantage au cœur des préoccupations.

³ Loi du 5 avril 1993, modifiée par celle du 13 juillet 2007 **Art. 26. Les dépositaires professionnels d'instruments financiers.** (1) Sont dépositaires professionnels d'instruments financiers les professionnels dont l'activité consiste à recevoir en dépôt des instruments financiers de la part des seuls professionnels du secteur financier, à charge d'en assurer la conservation et l'administration, y compris la garde et les services connexes, et d'en faciliter la circulation. [...]

⁴ Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières, Specialised Investment Funds, Sociétés d'Investissements à Capital à Risque, Fonds Communs de Placements, Sociétés d'Investissements à Capital Variable.

⁵ Anti Money Laundering

Le Bulletin

Les réponses au questionnaire semblent indiquer que non seulement les sous-dépositaires, mais aussi les distributeurs, ainsi que les administrateurs du gestionnaire des OPC ne font pas suffisamment l'objet d'analyse dans le processus d'acceptation.

Le suivi des relations : Monitoring des transactions et Due Diligence

Une fois le mandat attribué et la relation établie, le dépositaire surveillera la façon dont le sous-dépositaire s'acquitte de ses tâches de garde et d'administration et, de façon plus générale, veillera à maintenir à jour toutes les données utiles dans le cadre d'un 'due diligence'.

Le suivi centralisé du volet opérationnel est très important. L'envoi régulier de questionnaires⁶ permet aussi d'obtenir bon nombre d'informations clés. A noter également, que souvent des questionnaires de due diligence pré-remplis peuvent être fournies aux banques dépositaires par les sous-dépositaires eux-mêmes. Compte tenu de la réputation / renommée de ces sous-dépositaires, les banques 'renoncent' alors à leurs propres questionnaires. Le travail visant à 'challenger' la qualité des informations fournies dans ce contexte varient d'un intervenant à l'autre. Les informations reprises dans les réponses aux questionnaires peuvent alors être recoupées avec les informations recueillies par les services opérationnels en contact régulier avec les sous-dépositaires ou -plus ponctuellement- lors de téléconférences ou de visites sur place qui semblent se multiplier selon les déclarations des professionnels présents. Les formules dépendront de la qualité de la relation, ainsi que du niveau de risque (pays, solvabilité, réputation...). Souvent les types de contrôles diffèrent selon l'appartenance ou non du sous-dépositaire au réseau de la banque. Un promoteur peut en effet dans certains cas demander de recourir à un sous-dépositaire spécifique pour certains types de titres, ce qui encourage à renforcer la vigilance. Rappelons toutefois que la loi ne fait pas de distinction entre les Due Diligence intragroupes et les autres.

Il y a lieu de veiller à prévoir des contrôles en matière d'abus de marchés (obs : c'est aussi du blanchiment voilà pourquoi j'ai supprimé l'introduction), de ségrégation des avoirs, de la qualité de l'information destinée aux investisseurs, de solvabilité (risque crédit/de faillite), des contrôles anti-fraude et autres, du respect de législations, du BCP⁷, du profil des membres du Conseil, du risque de réputation... Une collaboration étroite avec le Risk Management est souhaitable. Vu que les domaines sur lesquelles portent les questions peuvent être variés, il vaut mieux qu'une concertation avec les différentes fonctions concernées permette l'envoi d'un questionnaire unique, afin d'éviter que chaque service envoie à différents moments ses propres questions.

Malheureusement les critères de risques peuvent être très différents d'un domaine à l'autre. Un dépositaire peut être classé « risque faible » en matière d'AML et « élevé » en matière de BCP.

Certains disposent **d'une procédure exigeant l'envoi régulier** de questionnaires aux sous-dépositaires dont les réponses sont ensuite analysées, voire d'autres contrôles récurrents. D'autres travaillent **de façon informelle** et veillent à un échange fréquent d'information entre les différentes équipes concernées, afin de se faire une idée précise de la qualité des services.

Un monitoring des cash flows est souvent mis en place dans le cadre du monitoring des transactions potentiellement 'anormales' d'un point de vue AML. Est-ce réellement pertinent pour des OPCVM ? Probablement pour le respect des embargos et éviter des transferts en faveur ou en provenance de personnes blacklistées. Pour le reste, les filtres AML gagneront à être paramétrés d'une autre façon que pour des opérations bancaires habituelles.

⁶ Ces questionnaires peuvent sensiblement varier dans le niveau de détails des questions posées certains se satisfont d'une centaine de courtes questions, d'autres font plus de cent pages et demandent de nombreuses pièces justificatives. La fréquence d'envoi varie elle aussi de 1 à 3 ans, selon notre sondage.

⁷ Business Continuity Plan

Le Bulletin

Il semblerait que souvent les contrôles ne concernant pas l'AML soient encore peu formalisés. D'avantage de formalisation est souhaitable et deviendra tôt ou tard indispensable. Un auditeur externe nous confirme que, à ce stade, la formalisation est à considérer comme une 'best practice' et est un élément de confort indéniable pour le Compliance Officer.

Délégation & SLA

Les contrôles ne sont pas nécessairement à réaliser par le Compliance Officer lui-même. Ce dernier doit toutefois toujours être en mesure de s'assurer que les vérifications nécessaires sont bien effectuées selon les règles de l'art. Le sondage montre qu'au moins la moitié des participants ont recours à une forme ou l'autre de délégation.

Une **délégation** est donc possible. Cette délégation peut être organisée plus ou moins en détail, de façon formelle ou non. Si la délégation est donnée à une autre entité juridique, il est souhaitable qu'un **Service Level Agreement (SLA)** mette sur papier la liste des tâches à effectuer et la façon de les accomplir.

Toutes les tâches de '**Due Diligence**' semblent fréquemment confiées à une équipe spécialisée au sein du groupe ('network management') faisant souvent partie de la maison mère. Cette équipe peut donc être localisée à Luxembourg, Paris, Londres ou Francfort... L'information de base servant à la Due Diligence sera souvent fournie au moyen d'un questionnaire détaillé que chaque sous-dépositaire est appelé à compléter / à fournir selon les cas.

Certains demandent copie de **rapports d'auditeurs externes**. Notons toutefois que les auditeurs ne sont pas toujours d'accord que des rapports rédigés dans le cadre d'une mission bien précise soient utilisés dans un autre contexte. Par ailleurs, les spécialistes métiers sont quelquefois mieux à même de s'assurer de la qualité avec laquelle une tâche a été effectuée (p.ex. un calcul de la VNI conforme à la réglementation européenne) qu'un auditeur externe.

Le Compliance Officer peut, au travers d'un SLA ou de façon informelle, exiger de recevoir un reporting régulier sur chacun des sous-dépositaires, voire la copie de tous les rapports de due diligence sur chacun d'eux.

Les points sensibles

Les principales inquiétudes des participants ne se trouvent pas du côté des OPCVM. Ceux-ci sont en effet déjà fort réglementés. Certains participants font part de la difficulté de maîtriser différentes catégories de risques plus spécifiques. Comment obtenir tous ses apaisements en matière d'AML lorsque les bénéficiaires économiques de certains SIF sont des personnes physiques, résidant dans des pays exotiques.

Comment surveiller les risques d'abus de marchés ou de valorisation des actifs de fonds de private equity ?

Comment limiter les risques d'escroquerie, de fraude ou de corruption lorsqu'il s'agit d'exploitation forestière ou de fonds spéculant sur la valeur de terrains agricoles...

Les fonds de fonds peuvent être de nature complexe, voire opaque. Leur politique d'investissement peut paraître floue, voire non déterminée et ils peuvent relever de la juridiction de centres off-shore très peu régulés et supervisés...

La complexité de certaines structures de type 'maitre-nourricier' (master-feeder)⁸ avec des dépositaires situés dans toute une variété de pays, souvent exotiques, peut poser question. Dans toutes ces situations, la précision avec laquelle les SLA sont rédigés sera une aide précieuse pour le Compliance Officer.

⁸ Un OPCVM dit *nourricier* est un organisme dont l'actif est investi en totalité et en permanence, en parts ou actions d'un seul OPCVM dit *maître*, et à titre accessoire en liquidités.

Le Bulletin

Dans tous ces cas de figure il est important de comprendre la raison d'être et le rôle de chacun des intervenants de la structure. En effet, le dépositaire doit être capable de démontrer qu'il comprend la chaîne de détention des actifs en réconciliant par exemple le schéma d'organisation du fonds et/ou ses documents constitutifs. Ce schéma devrait être régulièrement mis à jour compte tenu des changements en terme d'acquisitions / ventes, etc.

Conclusion

Cette table ronde a mis en évidence, une fois de plus, la variété des défis que doivent relever au quotidien les Compliance Officers.

La fraude de Bernard Madoff aurait-elle eu lieu si on avait mis en place dès la fin des années nonante tous les contrôles que nous connaissons aujourd'hui ?

Il faut mettre à profit les expériences du passé afin d'éviter de buter sur les mêmes pierres. Mais il ne suffit pas de 'courir derrière Madoff'. Se remettre dans la situation de l'époque pour concevoir des garde-fous est loin d'être suffisant. Il faut aussi et surtout éviter le prochain scandale, la prochaine fraude, la prochaine faillite qui sera plus que probablement d'une nature différente de les précédents.

Se limiter à de la collecte de certificats et autres papiers, sans y adjoindre une analyse bien réfléchie, ne nous apportera pas beaucoup de confort.

La place de Luxembourg et chacun des professionnels financiers qui la composent ont tout intérêt à avoir la réputation de bon contrôleur de banque dépositaire. Il y a fort à parier que les auteurs du prochain scandale choisiront d'opérer aux endroits où leurs mauvaises pratiques auront le moins de chance d'être détectées. Le métier de banque dépositaire est très important pour le Luxembourg. Tout ce qui peut entacher sa réputation en la matière peut lui causer préjudice.

Nous tenons à remercier chaleureusement Sabine Sauder-Vetter pour nous avoir apporté son expertise et Sylvain Aubry pour son heureuse initiative et l'excellente préparation de cette table ronde.

Pour le GT34 « Tables rondes ALCO »

Charles van Doorslaer

En annexe : Synthèse des principales réponses apportées au questionnaire (Sylvain Aubry)

DELEGATION OF CONTROLS

Have you organized any kind of delegation of these controls?

● Yes ● No



Some examples of delegated controls:

- Sub Custodian due-diligence
- Network Management
- Due diligence on emerging markets

ACCEPTANCE COMMITTEE

Do you have an acceptance committee devoted to control-risk matters?

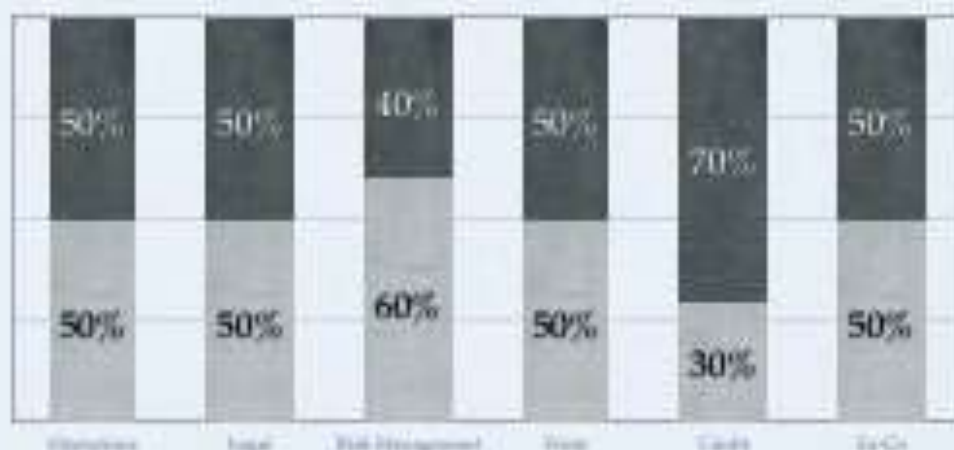


Is controlling a permanent member of this entity?



● Yes
● No

Other Departments Participating



● Yes
● No

KYC Monitoring

Are you bound to a revision process



● No
● Yes

Do you have a Risk Based Approach



Frequency of the review



● Yearly
● Every 2 years
● Every 3 years

Review depends on the risk category of the client

Follow Up - KYC Monitoring



La compliance dans la perspective d'opérations transfrontalières

Session du 19 juin 2012

INTRODUCTION

Quel est le rôle du compliance officer face au défi de devoir respecter non seulement les lois luxembourgeoises et européennes, mais aussi celles de tout pays dans lequel votre société étend ses activités ?

Dans une récente allocution, M. Jean Guill⁹, directeur général de la CSSF, a souligné l'importance de nous donner les moyens de pénétrer de nouveaux marchés, en délaissant les modèles d'entreprise extraterritoriaux désuets.

Accroître nos activités transfrontalières à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, sans enfreindre aucune loi étrangère, est une entreprise difficile et onéreuse.

Le thème a attiré des participants issus principalement de banques et de sociétés de gestion d'actifs. 30 membres de l'ALCO ont manifesté leur intérêt, 20 ont renvoyé le questionnaire et 17 ont assisté à la réunion. Nous les remercions tous pour leur participation active.

Nous tenons à remercier tout particulièrement M. Stanislas Chambourdon, partenaire chez KPMG. Il est membre de l'équipe private banking de KPMG, qui a élaboré des guides pays consacrés aux affaires transfrontalières. Dans ce cadre, KPMG a collaboré avec l'ABBL en vue de promouvoir les guides pays. Sa présentation, ainsi que ses réponses et commentaires aux diverses questions et remarques, ont été grandement appréciés.

RÔLE DU COMPLIANCE OFFICER

M. Stanislas Chambourdon a ouvert la discussion en expliquant comment et où les problématiques transfrontalières ont d'abord été mises au jour. En Suisse, la FINMA a demandé aux banques d'établir un cadre transfrontalier. Par conséquent, certaines filiales luxembourgeoises appartenant à des groupes financiers suisses semblent déjà avoir implanté des politiques transfrontalières.

Mais en réalité, toutes les banques luxembourgeoises devraient adopter une politique semblable. Or, il ressort clairement des questionnaires renvoyés que toutes les banques ne l'ont pas encore mise en place. L'une des raisons pourraient être que les problématiques et les risques transfrontaliers ne sont pas suffisamment connus des institutions financières actives sur le marché luxembourgeois.

Mais que signifie concrètement « traverser une frontière » ?

Notre attention a été attirée par le fait que la définition de services transfrontaliers donnée par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) doit être envisagée de manière très large : tout acte ayant des implications directes dans une juridiction autre que celle où cet acte a été initié. Tant les clients que les services peuvent traverser les frontières, par exemple, en vendant des produits à l'étranger ou à des résidents d'autres pays. Les employés peuvent traverser les frontières en voyageant, en téléphonant, en envoyant des e-mails, des fax ou de la publicité. Les activités

⁹ À l'assemblée annuelle de l'ABBL, le 24 avril 2012

Le Bulletin

transfrontalières peuvent également être réalisées indirectement, par le biais d'un représentant ou d'une succursale, d'une personne qui présente un client ou de tout type d'intermédiaire financier. Une relation transfrontalière peut être active (lorsque la banque entame la relation) ou passive (quand le client prend l'initiative).

Certains risques sont identifiés :

- ⇒ Risques liés à la réglementation
- ⇒ Infractions de la législation fiscale et criminelle
- ⇒ Infractions de la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent
- ⇒ Infractions des lois commerciales, sociales, du travail...

Quelques exemples :

- ⇒ Si vous octroyez un prêt à un client belge, vous devrez dans certains cas respecter des lois et des règlements belges relatifs à la protection des consommateurs, et par conséquent, une analyse juridique supplémentaire est requise.
- ⇒ Le fait de dispenser des conseils à des clients français dans leur bureau parisien ou dans une institution financière française peut entraîner une requalification non seulement de la transaction commerciale elle-même en transaction française, mais aussi du statut de la personne qui dispense les conseils en « représentant local ».
- ⇒ L'utilisation de téléphones portables peut parfois être délicate. Certaines entreprises limitent l'utilisation des téléphones portables dans certains pays à un nombre limité de jours par an (par exemple, 30 jours au maximum au R.-U.).
- ⇒ Les recours à du matériel de marketing, à des intermédiaires ou à des courtiers d'assurance peuvent constituer des exercices difficiles.

Dans certains cas, des institutions financières faisant face à des poursuites ont prétendu qu'elles n'avaient pas agi à l'encontre des règlements (mais dans un vide juridique). Les autorités pourraient facilement répondre qu'il n'existe aucun vide juridique, mais seulement une mauvaise interprétation de la législation. Entre-temps, la réputation de ces institutions a parfois été mise à mal et des problèmes longs à résoudre sont apparus.

On attend des Compliance Officers qu'ils contribuent à élaborer une politique transfrontalière. On peut aussi attendre d'eux qu'ils dispensent des conseils sur la manière dont la stratégie commerciale mise en œuvre dans leur institution doit tenir compte de la politique transfrontalière et de la situation de compliance relatives aux pays visés.

Ils peuvent développer une expertise au sein de leur institution (certaines informations sont disponibles gratuitement sur internet ou par le biais de contacts avec des spécialistes issus de sociétés mères). Mais un certain nombre de banques préfèrent épargner du temps en s'abonnant (par le biais de l'ABBL ou directement via KPMG) aux guides pays consacrés aux problématiques transfrontalières et élaborés par KPMG¹⁰.

Une approche axée sur le risque (pays impliqués, types de clients prospectés, types de produits offerts) pourrait être proposée à la direction. Dans la perspective de la compliance, la réputation ne doit pas être perdue de vue.

Les Compliance Officers doivent :

¹⁰ Au moment de la réunion, 28 membres de l'ABBL y avaient déjà accès. KPMG étend actuellement ces guides à des aspects liés à l'assurance. Il est prévu que les frais d'abonnement diminuent à mesure que le nombre de participants augmente.

Le Bulletin

- ⇒ surveiller (veiller à ce que les documents appropriés soient remis aux clients, consigner les visites et les déplacements¹¹ à l'étranger, etc.) ;
- ⇒ élaborer des directives internes (s'assurer que les principes et les mesures organisationnelles sont appliqués) ;
- ⇒ organiser et dispenser des formations (tester le directeur de la relation client sur ses connaissances en matière de questions transfrontalières).

Nous avons passé en revue les résultats du questionnaire qui avait été remis aux membres de l'ALCO. La présentation de M. Sylvain Aubry s'est concentrée sur quatre points principaux :

- ⇒ Processus décisionnel : étonnamment, la direction ne semble pas systématiquement impliquée dans les sujets transfrontaliers.
- ⇒ Manière dont les personnes perçoivent les risques transfrontaliers : le front office et même les cadres supérieurs semblent insuffisamment conscients des risques.
- ⇒ La conduite des affaires, la politique transfrontalière, l'implantation de règles et les formations doivent être améliorées.
- ⇒ Les contrôles paraissent encore insuffisants : les contrôles de compliance transfrontaliers ne sont généralement pas inclus dans le Programme de Surveillance de la Compliance. Il semble que les feedbacks des directeurs de la relation client ne sont généralement pas enregistrés dans l'outil de GRC, et ne peuvent donc pas être contrôlés de manière adéquate par certains Compliance Officers.

CONCLUSION

La conscience des risques transfrontaliers doit être soutenue par un signal clair et permanent en provenance de la direction. Les administrateurs et les cadres supérieurs doivent être impliqués dans tous les aspects liés à la mise en place d'activités transfrontalières.

Nous sommes à l'aube d'un grand bouleversement dans le secteur bancaire luxembourgeois. Bien que le secret bancaire ait plus que probablement encore de beaux jours devant lui au Luxembourg, l'origine douteuse des capitaux ne peut plus être dissimulée derrière des considérations liées au secret professionnel. Les perspectives durables doivent découler de l'adoption d'une stratégie fiscale transparente. Cette situation va probablement impliquer plus de travail à faire et moins de clients à servir.

Améliorer la conscience de tous les professionnels du secteur financier des risques transfrontaliers n'est pas une mince affaire. Cette tâche implique non seulement qu'il faille rendre disponibles les formations, les politiques et la documentation nécessaires, mais aussi la nécessité d'inclure des contrôles additionnels dans le Programme de Surveillance de la Compliance.

Pour WG34¹²

¹¹ Certaines institutions ont développé une base de données dans laquelle tous les voyages sont enregistrés. Il semble que la mise à jour d'une telle base de données soit requise par la FINMA (autorité suisse).

¹² Sylvain Aubry (modérateur), Renata Hoes et Charles van Doorslaer (rédacteurs du résumé)

Questions de membres

QUESTION

Restrictions du fonds d'investissement

Exigences en termes de diversification des risques pour les FIS :

La circulaire CSSF 07/309 apporte des éclaircissements quant aux restrictions d'investissement auxquelles les FIS doivent adhérer en vue de respecter le principe de diversification des risques.

Toutefois, ces exigences en matière de répartition des risques ne s'appliquent pas aux investissements suivants :

- . « les titres émis ou garantis par des États membres de l'OCDE ou par des organisations supranationales » ;
- . « les OPC cibles soumis à des exigences de répartition des risques au moins comparables à celles qui sont prévues pour le FIS. »

« De même, la CSSF considère que le concept de répartition des risques peut être interprété de manière flexible. »

La CSSF considère-t-elle que, en vertu de la loi sur les FIS, les investissements mentionnés ci-dessus ne sont soumis à aucune exigence en matière de diversification des risques ?

Le cas échéant, la CSSF considère-t-elle que le principe de répartition des risques est respecté lorsqu'un portefeuille se compose de titres qui sont exactement du même type, qui sont émis par un seul émetteur et qui ne sont soumis à aucune exigence en termes de diversification des risques ?

RÉPONSE

Veuillez trouver ci-dessous notre point de vue actuel relatif aux deux questions soulevées concernant les limites de la diversification des risques, telles qu'elles sont définies par la circulaire CSSF 07/309.

1) La CSSF considère-t-elle qu'en vertu de la loi sur les FIS, les investissements suivants ne sont soumis à aucune exigence de diversification des risques ?

- . « les titres émis ou garantis par des États membres de l'OCDE ou par des organisations supranationales » ;
- . « les OPC cibles soumis à des exigences de répartition des risques au moins comparables à celles prévues pour le FIS ».

A. Les titres émis ou garantis par un État membre de l'OCDE ou par une organisation supranationale :

Les titres qui remplissent l'un de ces critères ne sont soumis à aucune exigence de diversification des risques, conformément à la circulaire CSSF 07/309.

Nous considérons qu'un FIS peut investir 100 % de ses actifs nets dans un titre unique émis ou garanti par un État membre de l'OCDE ou par une organisation supranationale, pour autant qu'un

Le Bulletin

tel investissement soit conforme à la politique d'investissement définie dans le prospectus du fonds.

B. Les OPC cibles qui sont soumis à des exigences de répartition des risques au moins comparables à celles prévues pour le FIS :

Selon notre perception, la CSSF considère acceptable le fait qu'un FIS détienne un portefeuille composé d'un seul OPC cible, à condition que le principe de répartition des risques soit garanti au niveau sous-jacent du fonds cible.

2) La CSSF considère-t-elle que le principe de répartition des risques est respecté lorsqu'un portefeuille se compose de titres qui sont exactement du même type, qui sont émis par un seul émetteur et qui ne sont soumis à aucune exigence de diversification des risques ?

Un portefeuille composé de titres du même type, émis par le même émetteur, ne répond pas aux critères de diversification des risques de la circulaire CSSF 07/309 (à l'exception des titres qui remplissent les deux conditions susmentionnées).

Toutefois, les titres qui sont émis par le même émetteur mais qui sont de natures différentes ne doivent pas être pris en compte pour la limite de diversification des risques de 30 %. Un FIS peut investir jusqu'à 30 % dans des obligations et jusqu'à 30 % dans des actions ayant toutes été émises par le même émetteur.

Bref, il est recommandé que l'implantation pratique des règles de diversification d'un FIS soit précisée au préalable par les auditeurs externes du fonds en cas de doute.

Avertissement

Les informations fournies dans le cadre des réponses du GT 33 ne sont pas nécessairement exhaustives. Par ailleurs, une réponse formulée par le GT 33 ne saurait en aucun cas constituer un avis, une consultation ou une opinion juridique de quelque nature qu'il soit. L'ALCO décline dès lors toute responsabilité en cas de pertes ou de dommages directs ou indirects subis par les utilisateurs des informations contenues dans les réponses données par le GT 33 ou accessibles sur le site internet de l'ALCO ainsi que pour toute action ou omission fondée sur ces informations.

*** Quel est votre opinion concernant le niveau du secret professionnel dans le secteur de l'assurance non-vie (assurance maladie internationale) au Luxembourg ? Pourriez-vous nous donner votre point de vue concernant la confidentialité par opposition à la protection des données ? Est-il comparable au secret bancaire/au secret médical ?**

Ce secteur est régi par l'article 111-1 de la Loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances.

En référence à la Loi du 6 décembre 1991 relative au secteur de l'assurance, et plus spécifiquement à l'article 111 mentionné dans votre question, il convient de souligner les éléments suivants :

L'article 111 énumère tous les professionnels concernés par l'obligation de secret professionnel et les dispositions qui découlent de cette obligation :

«Les administrateurs, les membres des organes directeurs et de surveillance, les dirigeants et les autres employés des entreprises d'assurances et leurs agents ainsi que les courtiers d'assurances, les sous-courtiers d'assurances et les autres employés des courtiers d'assurances sont obligés de garder secrètes les informations confidentielles confiées à eux dans le cadre de leur activité professionnelle.»

Il faut savoir que les assurances non-vie comprennent l'assurance de biens et l'assurance de responsabilités, de même que celles liées à la maladie et à des accidents physiques. Par extension, on peut ajouter les activités liées à la protection financière (sécurité, couverture d'emprunt, garantie en cas de perte d'emploi...), au domaine judiciaire (défense-recours, protection juridique...) ainsi que les services d'assistance.

L'article 111-2 stipule que ces dispositions s'appliquent :

- « aux entreprises d'assurances agréées ou autorisées au Grand-Duché de Luxembourg pour les opérations relevant du point II de l'annexe;
 - « aux fonds de pension sous la surveillance prudentielle du Commissariat aux assurances;
 - « aux personnes agréées pour gérer des fonds de pension sous la surveillance prudentielle du Commissariat aux assurances;
 - « aux courtiers d'assurances agréés ou autorisés au Grand-Duché de Luxembourg pour les opérations relevant du point II de l'annexe »
(loi du 17 juillet 2008)
 - «aux intermédiaires d'assurances agréés ou autorisés à exercer leur activité au Luxembourg lorsqu'ils s'occupent d'assurance vie et d'autres services liés à des placements.»
(loi du 27 octobre 2010)
- «- aux entreprises d'assurances, de réassurance et aux intermédiaires d'assurances agréées ou autorisées au Grand-Duché de Luxembourg lorsqu'ils exercent des activités de crédit ou de caution.»

Le Bulletin

Le dernier point de cet article, lié aux activités de crédit et de caution, concerne aussi les assurances non-vie. Par conséquent, ces assurances sont également soumises à l'obligation du secret professionnel dans le cadre des activités susmentionnées.

La Loi précise que les conséquences pénales prévues en cas de violation de cette obligation sont énumérées à l'article 458 du Code pénal, de même que pour le secteur bancaire.

Les scénarios dans lesquels le secret professionnel n'est pas applicable sont détaillés à l'article 111-1, aux points 2 à 6.

Il convient de noter que le point 6 de l'article 111-1 précise que l'obligation de secret professionnel n'est plus obligatoire pour tous les types d'assurance (vie et non-vie), si l'assurance fournit des informations dans le cadre d'un contrat de services établi avec l'un des PSF énumérés aux articles 29-1, 29-2, 29-3 et 29-4 de la Loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Il est aussi important de noter l'article 111-3 concernant les obligations professionnelles définies dans la Loi du 12 novembre 2011 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les obligations de coopération avec les autorités en cas de soupçon constituent une exception à l'obligation de secret professionnel.

Avertissement

Les informations fournies dans le cadre des réponses du GT 33 ne sont pas nécessairement exhaustives. Par ailleurs, une réponse formulée par le GT 33 ne saurait en aucun cas constituer un avis, une consultation ou une opinion juridique de quelque nature qu'il soit. L'ALCO décline dès lors toute responsabilité en cas de pertes ou de dommages directs ou indirects subis par les utilisateurs des informations contenues dans les réponses données par le GT 33 ou accessibles sur le site internet de l'ALCO ainsi que pour toute action ou omission fondée sur ces informations.

Vie associative

VIE ASSOCIATIVE

GROUPES DE TRAVAIL ACTUELS

Groupe de travail 11

Site Internet

Responsable Olivier GILSON
Téléphone +352 48 48 80 51 08
olivier.gilson@efa.eu

Groupe de travail 16

Commission permanente juridique et relations publiques

Responsable Claudine FRUTSAERT
Téléphone +352 44 24 24 43 15
claudine.frutsaert@axa.lu

Groupe de travail 20

Funds practices and recommendations AML

Responsable Guillaume BEGUE
Téléphone +352 26 96 22 31
guillaume.begue@bnpparibas.com

Groupe de travail 21

Interprétation pratique des restrictions d'investissements de fonds

Responsable Tim WINFIELD
Téléphone +352 34 10 23 85
tim.winfield@jpmorgan.com

Groupe de travail 27

Formations IFBL

Coordinateur Sundhevy GOÏOT
Téléphone +352 621 30 23 63
sundhevy.goiot@maycoso.lu

Groupe de travail 30

Domiciliation de société

Coordinateur Sophie RASE
Téléphone +352 40 25 05 408
sophie.rase@maitlandgroup.com

Coordinateur Marie-Hélène CLAUDE
Téléphone +352 48 18 28 39 03
marie-helene.claude@alterdomus.lu

ASSOCIATION ACTIVITIES

CURRENT WORKING GROUPS

Working group 11

Website

Owner Olivier GILSON
Phone +352 48 48 80 51 08
olivier.gilson@efa.eu

Working group 16

Legal and public relations

Owner Claudine FRUTSAERT
Phone +352 44 24 24 43 15
claudine.frutsaert@axa.lu

Working group 20

Funds practices and recommendations AML

Owner Guillaume BEGUE
Phone +352 26 96 22 31
guillaume.begue@bnpparibas.com

Working group 21

Practical interpretation of fund investment restrictions

Owner Tim WINFIELD
Phone +352 34 10 23 85
tim.winfield@jpmorgan.com

Working group 27

Training IFBL

Coordinator Sundhevy GOÏOT
Phone +352 621 30 23 63
sundhevy.goiot@maycoso.lu

Working group 30

Domiciliary agent

Coordinator Sophie RASE
Phone +352 40 25 05 408
sophie.rase@maitlandgroup.com

Coordinateur Marie-Hélène CLAUDE
Téléphone +352 48 18 28 39 03
marie-helene.claude@alterdomus.lu

Groupe de travail 33

Réponses aux questions des membres

Coordinateur Christophe BECUE
Téléphone +352 48-48-80-80
cbecue@efa.lu

Groupe de travail 34

Tables rondes

Coordinateur Charles VAN
 DOORSLAER
Téléphone +352 47 97 39 09
charles.van-doorslaer@kbl-bank.com

Groupe de travail 35

Doctrine

Coordinateur Guillaume BEGUE
Téléphone +352 26 96 22 31
guillaume.begue@bnpparibas.com

Groupe de travail 38

Assurance

Coordinateur Rob SONNENSCHNEIN
Téléphone +352 319 911 313
rob.sonnenschein@luxglobal.lu

Groupe de travail 39

Problématique de l'outsourcing

Coordinateur David RENAUD
Téléphone +352 26 05 21 81
david.renaud@rbcdexia-is.net

Groupe de travail 40

Responsabilité du CO dans les sociétés de gestion

Coordinateur Bernard PONS
Téléphone +352 26 39 86 54
bpons@purecapital.eu

Groupe de travail 41

Gouvernance

Coordinateur Jean Noël Lequeue
Téléphone +352 26 63 86 27
jean-noel.lequeue@icesa.lu

Working group 33

Answers to questions of members

Coordinator Christophe BECUE
Phone +352 48-48-80-80
cbecue@efa.lu

Working group 34

Round tables

Coordinator Charles VAN
 DOORSLAER
Phone +352 47 97 39 09
charles.van-doorslaer@kbl-bank.com

Working group 35

Doctrine

Coordinator Guillaume BEGUE
Phone +352 26 96 22 31
guillaume.begue@bnpparibas.com

Working group 38

Insurance

Coordinator Rob SONNENSCHNEIN
Phone +352 319 911 313
rob.sonnenschein@luxglobal.lu

Working group 39

Outsourcing's issues

Coordinator David RENAUD
Phone +352 26 05 21 81
david.renaud@rbcdexia-is.net

Working group 40

CO responsibilities for a Man Co

Coordinator Bernard PONS
Phone +352 26 39 86 54
bpons@purecapital.eu

Working group 35

Governance

Coordinator Jean Noël Lequeue
Phone +352 26 63 86 27
jean-noel.lequeue@icesa.lu

MEMBRES ET VIE ASSOCIATIVE

MEMBERS AND ASSOCIATION ACTIVITIES

Nombre de membres (au 30/06/2012):

Banques	242
Fonds	139
Fonds / Banques	22
Assurances	53
Consultants / Réviseurs	50
Admin. et domiciliation de sociétés	21
Avocats	12
PSF	49
Gestion de fortune	31
Autres	22
Effectif total:	641

Membres effectifs	507
Membres d'honneur	134
Membres de courtoisie	10

Effectif total: 641

Réunions et activités:

Mensuellement	Réunions du conseil d'administration
1 / 2 x par an	Réunions plénières
2 / 3 x par an	Rencontres informelles autour d'un thème

Number of members (as per 30/06/2012):

Banking sector	242
Funds sector	139
Funds / Banking sector	22
Insurance sector	53
Consultants / Auditors	50
Admin. and company domiciliation	21
Law firms	12
SFP	49
Asset management	31
Other	22
Total number:	641

Active members	507
Honorary members	134
Courtesy members	10

Total number: 641

Meetings and activities:

Monthly	Board meetings
1 / 2 x per year	Plenary assemblies
2 / 3 x per year	Informal meetings on a subject

Le Bulletin

– Conseil d'administration:

Jean-Noël LEQUEUE	Président
Claudine FRUTSAERT	Vice-Président, section assurances
Patrick WATELET	Vice-Président, section fonds
Vincent SALZINGER	Vice-Président, section banques
Marie-Hélène CLAUDE	Trésorière
Guillaume BEGUE	Administrateur
Patrick CHILLET	Administrateur
Rolland DILLIEN	Administrateur
Olivier GILSON	Administrateur
SUNDHEVY GOÏOT	Administrateur
Thierry GROSJEAN	Administrateur
Rob SONNENSCHIN	Administrateur
Emmanuelle HENNIAUX	Conseiller
Bernard PONS	Conseiller
Patrick SCHOTT	Conseiller
David RENAUD	Conseiller
Tim WINFIELD	Conseiller

– Secrétariat de l'ALCO:

Emilie Schmitt
secretariat@alco.lu
2 rue de l'Eau
L-1449 Luxembourg
Tél: 26-63-86-25

– Secrétariat du Bulletin:

Emilie Schmitt
secretariat@alco.lu

VISITEZ NOTRE SITE WEB : www.alco.lu
